

Confession sans conséquence

Description

Par Seth Anziska, le 26 juillet 2022

Un film sur un crime de guerre de 1982 au Liban montre que les soldats israéliens sont davantage disposés à divulguer leurs actions violentes. Mais leur quête d'exonération sans responsabilité en dit long sur la décadence morale de la société israélienne.

Quatre jours après l'invasion du Liban par Israël le 6 juin 1982 – dont le 40^{ème} anniversaire est tombé le mois dernier – une compagnie de parachutistes a été affectée à la garde d'au moins 1.000 détenus dans la cour de l'école du Couvent Saint Joseph à Saïda. Quand les soldats sont arrivés dans la ville côtière du Sud Liban cette semaine-là, ils se sont heurtés à une résistance farouche des combattants de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) ainsi que de membres des milices libanaises, qui s'étaient retrouvés plongés dans une guerre civile en train de se transformer en conflagration régionale. Ce fut une des quelques occasions où les troupes israéliennes sont entrées dans une grande ville arabe hors de la Palestine historique, et les quartiers densément peuplés de Saïda sont devenus le lieu d'intenses combats de rue parallèlement à des bombardements aériens intensifs.

Le but avoué de l'invasion était de cibler les militants de l'OLP du Sud Liban qui avaient lancé des roquettes sur les villes israéliennes de Galilée, bien qu'un cessez-le-feu négocié par les États-Unis ait été obtenu presque un an plus tôt. Malgré la promesse de limiter l'opération à une incursion de 40 kilomètres, le gouvernement israélien, sous la direction du Premier ministre Menachem Begin, a aussi exprimé de bien plus vastes ambitions pour éradiquer le nationalisme palestinien. L'armée a rapidement encerclé la capitale Beyrouth, tandis qu'à Saïda, l'invasion terrestre et la campagne de bombardement ont détruit entièrement maisons et hôpitaux, rasant le camp de réfugiés palestiniens d'Ain al-Hilweh.

Les attaques israéliennes ont exercé une pression intense sur la population civile de Saïda, et les Forces de Défense israéliennes (FDI) ont ordonné à ceux qui fuyaient leurs maisons de se rassembler sur la plage. Des responsables du renseignement israélien ont conduit des informateurs palestiniens cagoulés à la périphérie des foules rassemblées et leur ont ordonné de leur signaler, depuis les vitres de la voiture, qui étaient des membres du Fatah – ou d'autres groupes de miliciens. Des tas de jeunes hommes ont alors été arrêtés et emmenés à St. Joseph, où on les a menottés et on leur a bandé les yeux dans la chaleur de l'été.

« Schoolyard » [Cour d'école], film documentaire de la réalisatrice israélienne Nurit Kedar, revisite l'anatomie du crime de guerre qui s'est déroulé à St. Joseph au cours des trois jours suivants. Elle utilise une approche de type Rashomon pour décrire l'événement, les auteurs, les témoins et les victimes racontant tous leur expérience. Ce qui est passé dans l'école de Saïda cependant, est loin d'être une note historique de bas de page ; cela ressemble plutôt à un terrain d'essai pour la banalisation par Israël de la violence dans les espaces civils, reliant la guerre de 1982 à la Nakba de 1948 – et révélant un héritage

d'écouter plus profond qu'il faut prendre en compte.

« J'aurais eu envie de les battre de tout mon cœur »

Comme le révèlent les reportages, les archives, les témoignages au Congrès et les interviews de Kedar dans le film, la plupart des détenus palestiniens, libanais et internationaux détenus dans la prison étaient en fait des civils : habitants de la ville, travailleurs humanitaires et médecins de l'hôpital du Croissant Rouge voisin, qu'Israël avait bombardé au cours de sa campagne aérienne. L'unité de réserve israélienne avait reçu l'ordre de garder les prisonniers en attente d'interrogatoires par le Shin Bet, postant des véhicules blindés et des transporteurs de personnel équipé de mitrailleuses aux coins du terrain de basket à l'extérieur de la prison pour sécuriser le site.

Idan Harpaz, commandant de la compagnie des FDI chargé de ce rôle, apparaît dans le film aux côtés de plusieurs de ses hommes pour raconter le déroulement des événements. Les détenus ont été maintenus sans nourriture ni eau sous une chaleur aveuglante, assis en tailleur et obligés de se soulager. Ils étaient assis, certains buvant leur propre urine en désespoir de cause. Ces conditions épouvantables ont empiré et les soldats sont devenus de plus en plus nerveux.



« Peu à peu, des groupes de détenus ont commencé à bouger comme ils pouvaient, réclamant de l'eau et à manger », raconte Harpaz. « C'était effrayant. Nous les contrôlions en tirant en l'air ! Comme cela ne les a pas dissuadés, il devint clair qu'il fallait employer une autre méthode. » Le commandant a bientôt donné à ses soldats l'ordre de battre les prisonniers. « Moi aussi, j'ai eu envie de les battre de tout mon cœur », admet-il. « Je me suis senti vraiment bien à leur envoyer des coups de pied dans tous les sens. Puis j'ai attrapé un bâton de bois et j'ai dépassé le symbolisme. C'était comme plonger dans de l'eau froide à vous aborder pris de tremblements, puis à la fin, vous vous réchauffez. »

Un sergent interviewé dans le film, Shmulik Ben Dor, se souvient comment un commandant des FDI lui a dit qu'il fallait obtenir des informations de la part d'un prisonnier soupçonné d'être impliqué dans une opération qui avait conduit à l'enlèvement d'un autre soldat, il devrait jouer le rôle de « mouchette » et agir brutalement. « Je l'ai battu », dit Ben Dor. « C'était très dur de faire ça. Mais je devais le faire. J'ai éteint toutes mes émotions et j'ai fait mon travail, parce que c'était le genre de tâche qui, en ce qui me concerne, ne violait pas mes valeurs [il évoque alors le terme hébreu *degel shachor*, drapeau noir, évoquant un exemple dans lequel un soldat serait obligé de refuser un ordre illégal]. C'était quelque chose que je devais faire maintenant, fondé sur des normes avec lesquelles j'étais familier. »

Quand le commandant lui a demandé de le refaire avec un autre prisonnier, Ben Dor a dit « non non non. Je ne jouerai jamais plus ce rôle ». Mais il a donné au commandant un autre soldat à sa place, « et malheureusement, cet autre soldat a joué le rôle d'une façon incroyablement brutale. Il a dû se servir d'une sorte d'outil et a blessé machinalement. Il lui a arraché

là??À?il. Â»

Des tÃ©moins oculaires ont fourni quantitÃ© de dÃ©tails sur les coups incessants et la violence qui ont fait suite Ã ces ordres. Le Dr. Chris Giannou, chirurgien canadien qui travaillait avec la SociÃ©tÃ© palestinienne du Croissant Rouge et Ã©tait dÃ©tenu Ã St. Joseph, [a tÃ©moignÃ©](#) devant le CongrÃ©s amÃ©ricain plusieurs jours aprÃ©s sa libÃ©ration :

La scÃ©ne dans la cour de lâ??Ã©cole? fut une scÃ©ne de passages Ã tabac sauvages et aveugles des prisonniers par les 40 gardes israÃ©liens. Un prisonnier pouvait demander de lâ??eau et sÃ©?entendre dire quâ??il nâ??y en avait pas. SÃ©?il continuait Ã crier, il Ã©tait insultÃ©, puis un garde se faufilait dans la foule et commenÃ§ait Ã le battre. Les violences physiques allaient du simple coup de poing et coup de pied jusquâ??aux coups avec un bÃ©ton de bois, un tuyau en plastique ou mÃªme un bouquet de bouts de cordes terminÃ©es par des boulons et des Ã©crous ; une sorte de moderne chat-Ã-neuf-queues. Un Palestinien, le Dr. Nabil (Shuaby) a Ã©tÃ© Ã un moment donnÃ© suspendu par les mains Ã un arbre et battu. Un chirurgien irakien, le Dr. Mohammed Ibrahim, a Ã©tÃ© cruellement battu par plusieurs gardes, puis laissÃ© gÃ©sir au soleil, le visage enfoui dans le sable.

Le tÃ©moignage de Giannou a plus tard Ã©tÃ© [corroborÃ©](#) par deux travailleurs humanitaires norvÃ©giens, Dr. Steinar Berge et Oeyvind Moeller. Dâ??aprÃ©s le rapport que Moeller a fourni au DÃ©partement norvÃ©gien des Affaires Ã©trangÃ©res sur un incident dont il a Ã©tÃ© tÃ©moin, un soldat israÃ©lien Â« a enfoncÃ© son genou de toute sa force dans lâ??aine des prisonniers, lâ??une aprÃ©s lâ??autre. Quand les prisonniers se sont par consÃ©quent pliÃ©s en avant, le soldat les a alors frappÃ©s au cou avec sa main et ils sont tombÃ©s au sol. Alors le soldat leur a donnÃ© des coups de pied au visage et au ventre. Les prisonniers ont alors Ã©tÃ© mis en tas, oÃ¹ il se sont recroquevillÃ©s de douleur Â». Il y avait des poteaux de basket aux deux extrÃ©mitÃ©s de la cour de lâ??Ã©cole et Â« les prisonniers Ã©taient rÃ©guliÃ©rement attachÃ©s Ã ces poteaux et battus, souvent laissÃ©s IÃ© suspendus Â».

AprÃ©s lâ??arrivÃ©e enfin des cars pour transporter les dÃ©tenus de la cour dâ??Ã©cole Ã un autre endroit, Harpaz et ses hommes ont trouvÃ© sept cadavres gisant sur le sol : ceux de Mohamed Akra, Abudi Abrusli [appelÃ© Abed Kuborosli dans certains rapports], Yahya Musri [Yihaya El Masri], Samir Sabbah, Mohamed Mansour, tous libanais ; Mohamed Abu Sikini [Mahmoud Abu Sakina], palestinien ; et un Ã©gyptien anonyme. Un soldat israÃ©lien a demandÃ© au Dr. Giannou dâ??examiner certains cadavres pour confirmer quâ??ils Ã©taient bien morts. Lâ??arme a alors dÃ©posÃ© les cadavres ensanglantÃ©s aux grilles du cimetiÃ©re public de SaÃ©da, oÃ¹ ils ont Ã©tÃ© enterrÃ©s dans une fosse commune par le fossoyeur local libanais.



Dans son tÃ©moignage au CongrÃ©s, Giannou a dÃ©clarÃ© quâ??il a vu des responsables israÃ©liens et le gouverneur militaire de SaÃ©da, le Colonel Arnon Mozer, Â« Ã©tre tÃ©moins de ces coups et ne rien faire Ã ce sujet Â». Il a aussi fait remarquer que certains gardes ont essayÃ© de faire cesser les coups Â« et, Ã plusieurs occasions, de vÃ©ritables disputes ont Ã©clatÃ© parmi les gardes, entre ceux qui donnaient les coups et ceux qui essayaient de les faire cesser Â». Tout ceci

montre une véritable violation de la Troisième Convention de Genève de 1949, en particulier des Articles [13](#) et [20](#), sur le traitement humanitaire des prisonniers de guerre pendant leur captivité.

Malgré les détails intimes qui ont aussi été racontés dans la [couverture](#) du témoignage de Giannou par le *New York Times* un porte-parole de la presse israélienne a dit de la déclaration du chirurgien que c'était un « mensonge absolu ». Giannou et d'autres médecins étrangers ont déposé une plainte auprès des FDI sur ce dont ils ont témoigné, et la police militaire a ouvert une enquête. L'histoire a également été couverte par l'éminent journaliste Robert Fisk, qui a cité un porte-parole israélien qui promettait que le rapport serait rendu public. Mais l'enquête n'a mené aucune conclusion opérationnelle et l'histoire a disparu du paysage. Comme Harpaz l'a dit à Kedar, « Une plainte a été déposée, les FDI ont interrogé, mais ils n'en ont rien fait. » Jusqu'aujourd'hui, pas un seul responsable ou soldat israélien n'a été accusé.

Dov Yermiya, lieutenant-colonel israélien qui supervisait l'aide aux civils à Saïda et est devenu un important critique de la guerre de 1982, a témoigné des passages à tabac à St. Joseph et a fait état de certains cas aux autorités militaires. Il a relaté plus tard un incident qui s'était passé des dizaines d'années plus tôt au Liban, pendant la guerre de 1948, dans lequel son intervention avait conduit à un officier israélien accusé du meurtre de 35 prisonniers arabes dans la vallée de Hula. L'officier, Shmuel Lahis, a été condamné à sept ans de prison, mais sa peine a été réduite et il n'a purgé aucune peine d'emprisonnement. Lahis a finalement bénéficié d'une amnistie présidentielle et a plus tard été nommé directeur de l'Agence Juive. Rappelant ces cas parallèles, Yermiya a dit : « Si c'est arrivé alors et depuis lors, guerres et occupations ont continué à même si l'armée était pleine d'anges, ils se transformeraient en soldats du Démon. »

Une période réceptive pour admettre un crime de guerre

De sa maison en Grèce dans le Plopponase, le Dr. Chris Giannou lit dans l'original le témoignage qu'il a fait en 1982 au Congrès, et le Dr. Steinar Berge raconte depuis la Norvège les souvenirs de ce dont il a témoigné deux environnements incongruement pacifiques dans lesquels les détails des passages à tabac de Saïda sont ressuscités dans le film. Entre-temps, on trouve de saisissantes photos et vidéos de la cour d'acole et des prisonniers les yeux bandés, et l'histoire de Nabih Shuaby, le médecin palestinien qui a été pendu par les mains à un arbre et frappé. La description déchirante de Shuaby de l'imminence de sa mort en captivité, racontée avec une calme dignité depuis son salon à Amman, confère au documentaire sa colonne vertébrale.

« J'ai été ramassé entre les morts et rendu à la vie », dit Shuaby, qui raconte comment il a été abandonné avec plusieurs autres corps. Il se souvient avoir glissé dans un coma et avoir eu des hallucinations durant son calvaire. « J'ai commencé à imaginer que j'étais au théâtre, plutôt que dans une salle de classe avec des soldats, dans une acole avec l'armée israélienne. » Alors que Shuaby décrit la torture qu'il a subie, il désigne les cicatrices qui restent sur son visage, d'un abcès sur sa joue à une blessure sur sa lèvre inférieure. A un moment dans le film, il se lève de sa chaise pour rejouer la façon dont il était ligoté, la caméra fixée sur les mains usées du docteur fermement serrées derrière son dos.

En décentrant ainsi les voix des responsables, Kedar signale un écart par rapport au genre « tirer et pleurer » qui entache le travail de beaucoup de ses collègues israéliens, telle en 2008 la « Valse avec Bashir » d’Ari Folman, [visuellement prenante](#), qui a suscité un débat important sur l’éthique dans la représentation d’un traumatisme en temps de guerre. Cependant, malgré un louable effort pour présenter un sombre chapitre de 1982, « Schoolyard » reste confiné par des limites politiques et morales.



Dans son [étude](#) de documentaires sur le génocide du Cambodge, la spécialiste du cinéma israélien Raya Morag parle de « Cinéma Responsable » qui permet aux survivants de se confronter à leurs agresseurs dans « un affrontement direct, hors des archives, face à face », qui à son tour ouvre un espace pour transformer les relations de pouvoir et créer une différente forme d’éthique.

Le film de Kedar s’inscrit fermement dans le genre « traumatisme responsable », créant un silo de confessions dans lequel les soldats ne parlent qu’elle, la spécialiste israélienne qui peut les convaincre de se confesser avec culpabilité ou orgueil. Nous sommes témoins de bribes de souvenirs et de la performance de violence alors que les soldats racontent leurs bastonnades, méthode qui évoque le [documentaire](#) obsédant de 2012 de Joshua Oppenheimer, « The Act of Killing » [L’acte de Tuer], sur les exécutions de masse des communistes accusés en Indonésie dans les années 1960.

Mais la différence des sujets indonésiens dans le film d’Oppenheimer qui semblent plutôt ravis de rejouer leur violence mortelle maintenant que les combats ont pris fin les interviews de Kedar sont intimement liées au contexte des actes continus et quotidiens de l’agression anti-palestinienne qui se poursuit en Israël et dans les territoires occupés, et leurs confessions évoquent toujours un certain degré de malaise alors qu’ils ruminent sur les implications morales de leurs actions.

Parfois dans le film, les soldats israéliens incriminés essaient de justifier leurs actes, les présentant comme des exemples de nécessaire autodéfense, ou le résultat d’ordres venus d’en haut. Faisant écho à la [fausse rhétorique](#) d’Ariel Sharon propos des victimes du massacre de Sabra et Shatila, certains soldats de la Cour d’écoute se laissent glisser sans effort jusqu’à parler d’autodéfense contre des « terroristes », verrouillant la notion de victime civile dans un espace encagé rempli de médecins, de travailleurs humanitaires et autres non-combattants.

Tzur Shezaf, l’aide-signant militaire de l’unité, dit qu’il a discuté ce sujet avec Harpaz : « Idan, nous ne sommes pas obligés de le faire. Il n’y a aucune raison de les battre. Ce n’est pas bien. » Il se décrite plus tard en train de regarder un prisonnier battu à mort par d’autres soldats : « C’était la première fois de ma vie et je grandissais comme une sorte de chat de gouttière, et j’avais eu mon lot de bagarres et c’était la première fois de ma vie que je voyais un homme battu à mort. Ils l’ont tout simplement battu jusqu’à l’aplatir.

Littéralement. Je veux dire, je m'en souviens parce qu'il ne restait rien de lui. Il est devenu une sorte de sac à pisse qui pouvait à peine bouger. » Quand on l'interroge sur sa participation, Harpaz remarque : « J'ai eu le sentiment que je ne pouvais pas me retirer. Ce serait mal si je n'étais pas là, si je disais tous de les battre, mais que je ne le fasse pas moi-même. »

Le sketch collectif est un document pertinent sur l'insensibilité, la gêne et la culpabilité refoulée qui caractérise la société israélienne contemporaine et son traitement déshumanisant des Palestiniens. Comme avec la destruction des villages palestiniens dans la guerre de 1948, ce qui s'est passé dans la cour de l'école de St. Joseph a jamais entièrement disparu du paysage. En 1990 par exemple, Shezaf lui-même a écrit sur le crime de guerre avec un quatre pages tirés lu et paru dans le journal hebdomadaire Hadashot, partageant ses journaux personnels et méditant sur les limites de sa capacité à mettre fin aux déluges de coups.



Vu sous cet angle, la vraie révélation du film, c'est le besoin de Harpaz et des autres soldats de parler de leurs crimes. Plutôt que de les cacher ou de garder le silence, les soldats ont trouvé quelque confort, ou peut-être même l'absolution, en révélant à Kedar les détails de leurs actes, sans jamais avoir à craindre d'être tenus pour responsables.

De son côté, Harpaz a dit à un journaliste de Haaretz qu'il avait trouvé difficile de regarder la première du film en août 2021 à Jérusalem. « Cela m'a déprimé ; ce fut un coup à l'estomac et je n'ai pas compris pourquoi. Parce que j'avais déjà vu les documents, il n'y avait rien de nouveau et je ne comprenais pas pourquoi cela m'affectait ainsi », a expliqué Harpaz. « Ce n'est que quelques jours plus tard que la lumière s'est faite. Quand Nurit [Kedar] a amené les médecins, dont je me souviens, et qu'ils ont écrit ce qu'ils avaient subi, ce fut 10 fois plus fort que ce que nous pouvions croire. »

L'ancien commandant a accusé des forces plus grandes que lui, insistant pour dire que les soldats étaient « aussi humains que possible, mais dans une situation comme celle-ci, c'est impossible ». « Ce fut la tâche la plus ardue possible, aider la police militaire à garder les détenus », a expliqué Harpaz, « et soudain, tout est traqué, et je suis devenu responsable. J'ai couru auprès du gouverneur militaire et du brigadier général et leur ai dit que ça sentait mauvais et que nous allions être battus, et pourtant à soudain nous avons perdu le contrôle. »

Pourtant, avec tout son malaise, Harpaz a appelé Kedar pour souligner qu'elle devait reconnaître qu'il avait fourni une copie de son journal de guerre, dans lequel il divulguait les détails de ce qui s'était passé. Le besoin de Harpaz de révéler ce fait de s'impliquer publiquement dans ce crime horrible soulève d'importantes questions sur les motifs, les conséquences et la recherche de reconnaissance.

A la différence du compte-rendu contestataire de Shezaf en 1990, ou de la sortie de Valse avec Bashir en 2008, le comportement de Harpaz suggère que les décrets des années 2020 sont une période plus réceptive pour reconnaître un crime de guerre en Israël. Comme

lâ??avertissement de Dov Yermiya Ã propos de 1948, ce qui a pu Ãatre vu comme une ligne rouge dans le passÃ© peut maintenant Ãatre rÃ©vÃ©lÃ© en toute impunitÃ©, la peur de lâ??exposition faisant place Ã une forme compulsive dâ??expression.

Lâ??adhÃ©sion du public israÃ©lien et la libÃ©ration anticipÃ©e dâ??Elor Azaria â?? infirmier militaire reconnu coupable qui a Ã©tÃ© filmÃ© tirant mortellement en 2016 sur un attaquant palestinien se tordant au sol dans un coin de rue dâ??HÃ©bron longtemps aprÃ©s quâ??il ait Ã©tÃ© immobilisÃ© â?? est un indicateur clair de la faÃ§on dont les frontiÃ©res de la violence acceptable se dÃ©placent. Comme le montre lâ??affaire dâ??Azaria, bien que quelques crimes de guerre puissent maintenant Ãatre documentÃ©s et reconnus, lâ??impunitÃ© demeure. Se mettre Ã parler Ã la camÃ©ra devient une autre possibilitÃ© dans le recherche dâ??exonÃ©ration des IsraÃ©liens, sans jamais avoir Ã affronter une vÃ©ritable responsabilitÃ©.



Ã« ThÃ©oriquement, nous nâ??Ã©tions coupables de rien Ã», a dit Harpaz au journaliste du Haaretz aprÃ©s le lancement. Ã« AprÃ©s tout, nous sommes allÃ©s prÃ©venir en temps rÃ©el de ce qui se passait lÃ -bas, nous nous sommes adressÃ©s aux plus hauts niveaux, nous avons Ã©galement parlÃ© du (manque de) nourriture et dâ??eau et aussi des coups. Je ne peux pas dire aujourdâ??hui que jâ??aurais dÃ© faire autre chose. Ã»

Ces paroles de justification sont dÃ©menties par le dÃ©coupage par Harpaz de ses actes et du rÃ©sultat qui sâ??en est suivi. Ã« Et soudain, Ã§a arrive. Soudain, quand ils ont libÃ©rÃ© la cour dans lâ??aprÃ©s-midi, il y avait lÃ des cadavres. Alors câ??est quelque chose qui ne vous quitte pas, la question est de savoir si nous aurions dÃ© quand mÃame agir autrement. Ã» Dans le rÃ©cit dâ??Harpaz, câ??est comme si Ã« ceux qui Ã©taient morts Ã» apparaissaient seulement, se matÃ©rialisant de leur propre volontÃ©. La distance quâ??il installe entre lui mÃame, ses soldats et les corps en face dâ??eux reflÃ©te la ligne dâ??Ã©rosion de la conscience collective israÃ©lienne en assumant les consÃ©quences morales de la violence dâ??Ã©tat et individuelle, qui se poursuit presque sans relÃ¢che quotidiennement.

PlutÃ´t que dâ??affronter les victimes anonymes, lâ??histoire dâ??Harpaz est, une fois de plus, une histoire qui tourne autour du traumatisme du soldat. Cela aussi informe sur un plus large sentiment public en IsraÃ©l, oÃ¹ la prise en compte de la causalitÃ© est constamment diffÃ©rÃ©e ou excusÃ©e. En expliquant les raisons de sa participation dans Haaretz :

Harpaz espÃ©re que Ã« Schoolyard Ã» pourra provoquer un discours sur le Ã« prÃ©judice moral Ã» ou le Ã« traumatisme moral Ã» : des termes psychologiques qui dÃ©crivent le tort fait Ã la conscience dâ??une personne quand elle accomplit des actes qui ne correspondent pas Ã ses normes de valeurs ou Ã son code de conduite Ã©thique, ou Ã©choue Ã les Ã©viter. Ã« Câ??est quelque chose dont on ne parle pas assez : les gens qui font des choses et qui, rÃ©trospectivement, sentent que, moralement, ils nâ??auraient pas dÃ© les faire Ã», dit Harpaz. Ã« Et il faut en parler, parce que les soldats dans les territoires en arrivent certainement lÃ aujourdâ??hui. QuantitÃ© de civils meurent dans les territoires, mais personne ne parle de ce que cela fait aux soldats. Cette question est nÃ©gligÃ©e et ces gens ont

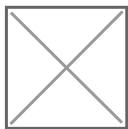
besoin d'un traitement. »

Harpaz est ainsi un guide idéal vers les pathologies de la société israélienne, tourmenté par une incapacité à demander des comptes au pouvoir, seulement capable de voir la victimisation aux mains des autres. Ces sortes de pièces sonnent creux quand elles sont affirmées dans les confins d'un système qui refuse de reconnaître sa propre institution en tant que pourvoyeuse de violence, un système si habitué à utiliser des mots déshumanisants pour parler de ses sujets arabes et palestiniens.

De Tantura à Sa'ada

« Schoolyard » a bénéficié d'une attention considérable en Israël, avec la diffusion d'une version abrégée du film par la société de radiodiffusion publique KAN en octobre dernier et une mention honorable au Festival du film de Jérusalem de 2021. Mais les difficultés qu'a eues Kedar au début pour obtenir des financements pour le film suggèrent des réticences généralisées à réexaminer la guerre du Liban.

C'est en partie l'héritage de la guerre dite « par choix » qui était très impopulaire en Israël, alors que le public faisait face à des objectifs de guerre malavisés et des événements brutaux comme le massacre de Sabra et Shatila. La rupture sociale a engendré un refus du militaire, des manifestations publiques, des productions culturelles et une agitation anti-gouvernementale qui a stimulé des mouvements de conciliation, comme *Peace Now* [« La Paix maintenant »], *Yesh Gvul* (« Il y a une limite », qui a soutenu les objecteurs de conscience israéliens) et d'autres organisations de la société civile. L'impulsion vers une amnésie sélective est aussi un produit dérivé de [l'occupation de 18 ans](#) du sud-Liban par Israël, dont les victimes ont failli souffrir de gâcheries successives de soldats et suscité le mouvement populaire des « Quatre mères », qui a contribué à la pression publique en faveur du retrait en 2000.



A sa suite, la guerre du Liban a stimulé un mouvement de réévaluation historique de l'histoire des origines d'Israël. Les excès de l'invasion et le climat politique intérieur ont poussé des experts, comme les « Nouveaux historiens » à réexaminer les mythes fondateurs du sionisme et de l'Etat, aidés par des archives de la guerre de 1948 qui se sont ouvertes à la fin de la période de 30 ans imposée pour la déclassification. Si Menachem Begin avait trompé le public sur son intention de ne pas aller au-delà de 40 km de la frontière en juin 1982, se pourrait-il que les affirmations de David Ben Gourion sur l'agression arabe et la fuite palestinienne en 1948 méritent aussi investigation ?

Le 40e anniversaire de la guerre du Liban cette année coïncide de même avec une plus grande ouverture de collections clés comme les archives des Forces de défense israéliennes, ainsi qu'une bonne volonté croissante des vétérans de l'armée à parler publiquement de leurs expériences. La conjoncture engendrera sans nul doute de nouvelles formes de mémorialisation historique et un risque associé, comme l'universitaire israélien Asher Kaufman [l'a écrit](#), est

quâ??on pourrait se souvenir de 1982 comme dâ??une guerre disculpÃ©e, ou mÃªme Â« une source de fiertÃ© nationale Â».

Alors que les voix des soldats de 1982 atteignent de plus larges auditoires, les survivants libanais et palestiniens sont confrontÃ©s au spectacle public de lâ??impunitÃ© israÃ©lienne, aggravÃ©e par le succÃ©s politique de politiciens libanais complÃ©tement corrompus qui Ã©taient des agents de la destruction en temps de guerre et stimulÃ©e par les accords de normalisation israÃ©lo-arabes qui ont mis sur la touche les aspirations politiques palestiniennes. En ce sens, la guerre de 1982 nâ??est pas vraiment terminÃ©e, avec des films comme Â« Schoolyard Â» mettant en lumiÃ¨re un fil historique clair qui nous dit autant sur le prÃ©sent quâ??il le fait sur le passÃ©.

Le [documentaire](#) rÃ©cent Â« Tantura Â» par Alon Schwarz illustre ce fil. Le film inclut le tÃ©moignage de soldats de la Brigade Alexandroni qui ont massacrÃ© plus de 200 Palestiniens dans un village de pÃªcheurs au bord de la mer pendant la guerre de 1948, un incident qui a Ã©tÃ© dÃ©niÃ© de nombreuses reprises par les responsables israÃ©liens, mais dont les tÃ©moins et les survivants ne se souviennent que trop bien, et qui a Ã©tÃ© largement [relatÃ©](#) par des Ã©crivains, des universitaires et des rÃ©alisateurs palestiniens, comme Haj Muhammad Nimr al-Khatib, Mustafa al-Wali, et Ibtisam Maraâ??na.

Notamment, un mÃ©moire de master hÃ©breu sur ce qui sâ??est produit Ã© Tantura, soumis Ã© lâ??universitÃ© de HaÃ©fa par lâ??historien Teddy Katz, a Ã©tÃ© retirÃ© aprÃ©s de fausses accusations selon lesquelles il avait fabriquÃ© son vaste matÃ©riel documentaire. En fait, Katz avait interviewÃ© les mÃªmes coupables de crimes de guerre qui parlent maintenant ouvertement de leurs actions devant la camÃ©ra, rassemblant plus de 100 heures de rÃ©moignages de Palestiniens et de [juifs](#).

Comme le film de Schwarz le montre, câ??est souvent seulement quand des soldats ou des rÃ©alisateurs israÃ©liens ont racontÃ© ce qui est devenu manifeste que lâ??attention publique [sâ??est finalement portÃ©e](#), mÃªme furtivement, sur ces atrocitÃ©s. Des tÃ©moignages palestiniens de la Nakba â?? comme ces tÃ©moins oculaires des assassinats dans une cour dâ??Ã©cole en 1982, ou la violence plus rÃ©cente Ã© Gaza et en Cisjordanie â?? sont dâ??ordinaire accueillis avec incrÃ©dulitÃ©, sâ??ils sont mÃªme enregistrÃ©s du tout. Le temps a une maniÃ¨re de corriger la persistance du dÃ©ni, ainsi que lâ??identitÃ© du messenger.

Le climat de traumatisme du coupable et la demande de disculpation ont des racines plus profondes dans lâ??histoire israÃ©lienne, qui se distingue depuis la Nakba par un schÃ©ma dâ??action immorale suivie de rÃ©pulsion. Dans le passÃ© â?? que ce soit dans la nouvelle de fiction de S. Yizhar Â« Khirbet Khizeh Â», ou le compte rendu adaptÃ© des soldats qui ont participÃ© Ã© la guerre de 1967 et Ã© ses suites dans le cadre du livre dâ??Avraham Shapira et Amos Oz Â« Le septiÃ¨me jour Â» (adaptÃ© plus tard en un [documentaire](#)) â?? la trace dâ??embarras et de mortification prÃ©te un semblant de sÃ©rieux moral Ã© lâ??exercice de mÃ©moire. Mais nous sommes entrÃ©s dans lâ??Ã©ge de lâ??impunitÃ©, oÃ¹ la violence est justifiÃ©e comme nÃ©cessaire, comme une prÃ©condition de la survie, exprimÃ©e sans hÃ©sitation.

[Le franc interview](#) de lâ??historien israÃ©lien Benny Morris avec le journaliste Ari Shavit pendant la DeuxiÃ¨me Intifada est emblÃ©matique de ce changement. Morris a dÃ©crit le nettoyage ethnique des Arabes comme la seule maniÃ¨re dâ??empÃªcher le gÃ©nocide des juifs, un narratif de Â« nÃ©cessitÃ© Â» que la droite israÃ©lienne promouvrait afin dâ??insister sur lâ??idÃ©e que la

Nakba nâ??est pas allÃ©e assez loin.



Shavit lui-mÃªme semblait indignÃ© Ã lâ??Ã©poque, jusquâ??Ã ce que son propre article sur la dÃ©population de la ville palestinienne de Lydda paraisse dans les pages du *New Yorker*. Comme Shavit [lâ??a Ã©crit](#) des coupables de ce crime de guerre : Â« Si nÃ©cessaire, je serai aux cÃ´tÃ©s des damnÃ©s, parce que je sais que sans eux lâ??Etat dâ??IsraÃ©l ne serait pas nÃ©. Sans eux, je ne serais pas nÃ©. Ils ont fait le sale boulot qui permet Ã mon peuple, Ã ma nation, Ã ma fille, Ã mes fils et Ã moi de vivre. Â»

Les vÃ©tÃ©rans israÃ©liens de Tantura peuvent avoir conspirÃ© jadis pour couvrir lâ??assassinat indiscriminÃ© de prisonniers palestiniens aprÃªs la fin de la bataille, mais, maintenant, leurs actions sont ouvertement discutÃ©es devant la camÃ©ra. Ce nâ??est pas un compte rendu au service dâ??une rÃ©paration. ConsidÃ©rez le [film rÃ©cent](#) de Pedro AlmodÃ³var, Â« MÃªres parallÃ©les Â», et son Ã©mouvante scÃ©ne finale quand les descendants de la dictature de Franco se tiennent cÃªte Ã cÃªte alors que des experts en criminologie mettent Ã jour une fosse commune Ã la sortie de leur village, leur action de fouilles collectives indiquant, depuis la violence de lâ??histoire, un chemin vers lâ??avant.

En contraste, lâ??Ã©vocation dâ??une fouille de la fosse commune Ã Tantura Ã la fin du film de Schwarz est accueillie avec incrÃ©dulitÃ© par un grincheux historien, Yoav Gelber. La tombe se trouve sous le parking de la plage de Nahsholim, sans aucune indication, encore moins une plaque commÃ©morative. Dans la scÃ©ne finale de Â« Schoolyard Â», un rÃ©alisateur local se rend dans le cimetiÃ¨re de SaÃ´da pour interviewer Ahmad Waise, le fils du fossoyeur qui a aidÃ© son pÃ¨re Ã enterrer les sept hommes pendant lâ??Ã©tÃ© 1982. Alors quâ??il dÃ©signe leur tombe commune, les crÃ©dits commencent Ã dÃ©filer, les visages de ceux qui ont Ã©tÃ© tuÃ©s scintillant sur lâ??Ã©cran.

DÃ©composition morale

Au-delÃ du pathos pour les morts, quâ??est-ce que ces histoires nous disent ? De tels films importent-ils vraiment en lâ??absence de justice, dans un contexte dâ??impunitÃ© constante ? Un besoin irrÃ©sistible, quand on regarde Â« Schoolyard Â», ou Â« Tantura Â», est de voir les coupables mis en examen et inculpÃ©s pour leurs crimes. PlutÃ´t que de voir la camÃ©ra passer sur leurs visages Ã©gÃ©s, on se demande sâ??il nâ??aurait pas Ã©tÃ© plus efficace de partager les preuves avec des avocats pour entamer des poursuites judiciaires internationales contre eux.

Les objectifs de Kedar sont plus modestes, comme elle [lâ??explique](#) dans Haaretz. Â« Dâ??un cÃ´tÃ©, vous dites OK, beaucoup de choses arrivent pendant la guerre, mais cela ne justifie toujours pas ce qui est arrivÃ©. Pour moi, câ??est horrible que depuis la DeuxiÃªme guerre mondiale toutes les guerres dans le monde ont Ã©tÃ© : une armÃ©e contre des civils. Dans des guerres comme cela, câ??est ce qui arrive. Je ne prÃ©tends pas Ãªtre juge, dÃ©terminer ce qui est correct et ce qui ne lâ??est pas, mais je veux placer un miroir devant eux. Â»

Mais qui regarde, exactement ? Lors de visites récentes à Tel Aviv, j'ai été frappé par la disconnexion toujours grandissante entre la violence quotidienne contre les Palestiniens et l'expansion économique incessante dans la ville. Cela n'a pas diminué l'enthousiasme israélien pour le service militaire obligatoire, ou la profonde dévotion à l'armée. Des collégiens parlaient ouvertement d'enfants et de petits-enfants voulant rejoindre l'unité 8200, le corps de renseignement des forces de défense israéliennes qui est très populaire dans la classe moyenne supérieure ashkénaze de la région métropolitaine de Tel Aviv. Pour ceux et celles qui souhaitent éviter des fonctions combattantes, les appels pourraient à la place travailler dans des opérations des renseignements secrets avant une [voie accélérée](#) vers des carrières dans les secteurs de haute technologie.



Dans ce paysage israélien du 21^{ème} siècle, le documentaire peut être extérieur politiquement, mais c'est un miroir de normes sociales changeantes, d'un univers moral passant de l'angoisse et de la peur de la persécution à un désir de divulguer des excès passés, avec fierté maternelle. Le besoin de parler des crimes de guerre suggère une forme particulière de culpabilité et une pratique de mémorialisation pervertie en train de prendre forme. Si cela relie 1982 à 1948, cela montre aussi une incapacité à se libérer du passé en tant qu'actes avec des cas contemporains de violence.

Considérez le [baillonnement fatal](#) d'Omar Asad, un Palestino-américain de 78 ans, par les soldats israéliens dans le village cisjordanien de Jiljilya en janvier, baillonnement qui a provoqué une crise cardiaque et a conduit à sa mort, sans coups. Il y a de la dépravation et de l'insensibilité au cœur des réponses officielles et publiques à de tels flagrants crimes de guerre : ce qui pourrait avoir été jadis vu comme un ordre « drapeau noir » qui exige un refus est maintenant défendu de nombreux côtés, un indicateur clair d'où a conduit la décomposition morale israélienne.

Quand les crimes ne sont pas nommés crimes et que les corps se matérialisent simplement sur le terrain que ce soit dans la fosse commune de Tantura, une cour d'école de Sa'ada ou une route à la sortie de Jiljilya les coupables en arrivent à parler dans le vide, luttant avec leurs propres démons mais pas avec les structures qui continuent à perpétuer une telle violence. C'est un espace trompeur pour la réflexion et les lamentations, parce qu'il n'y a pas d'absolution sans reddition de comptes et pas de capacité à agir dans un regard rétrospectif sans justice.

La guerre du Liban offre d'importantes leçons de ce point de vue. Quelques jours avant qu'Harpaz et ses hommes ne frappent les prisonniers à St Joseph, un pilote de réserve israélien a refusé d'exécuter l'ordre de [bombarder](#) une école proche de Sa'ada : c'est le sujet de la captivante [installation](#) de l'artiste libanais Akram Zaatari « Lettre à un pilote qui refuse ». De telles occurrences de contestation [disparaissent](#) de la scène, démarquant les limites du refus dans un âge où il est si facile de confesser sa culpabilité. Les Forces de défense israéliennes d'aujourd'hui continuent à résister aux enquêtes sur des accusations

dâ??actions illÃ©gales, mais sont bien moins encombrÃ©es par une condamnation ou un opprobre internationaux quâ??elles nâ??auraient pu lâ??Ãªtre dans le passÃ©.

Au micro-niveau, cette dichotomie entre des actes individuels de courage et la violence structurelle Ã©voque la lutte entre ceux qui frappent les prisonniers et ceux qui ont contestÃ© dans la cour dâ??Ã©cole de SaÃ´da. Câ??est pourquoi tant de Palestiniens sont caustiques sur les rÃ©vÃ©lations, dans Å« Breaking the Silence Å» [Briser le silence], des soldats israÃ©liens qui ont Ã©tÃ© tÃ©moins de crimes de guerre : leur angoisse est vue comme un discours de protestation plus que comme la recherche de la justice, alors que leurs tÃ©moignages sont incorporÃ©s dans le plus large processus dâ??une colonisation persistante. A lâ??intÃ©rieur de la culture politique israÃ©lienne de 2022, ce sont ceux qui frappent qui montent haut, alors mÃªme que les voix contestataires aident Å soutenir la philosophie de lâ??Etat.

Le matin mÃªme oÃ¹ la journaliste palestinienne [Shireen Abu Akleh](#) a Ã©tÃ© tuÃ©e lors dâ??un reportage sur une incursion de lâ??armÃ©e israÃ©lienne dans JÃ©nine, jâ??ai reÃ§u un e-mail des archives des Forces de dÃ©fense israÃ©liennes, contenant un dossier avec des enregistrements vidÃ©os que jâ??avais commandÃ©s pour un projet de livre sur la guerre de 1982. Un des films enregistrait lâ??Ã©vacuation dâ??une famille libanaise de la pÃ©riphÃ©rie de Beyrouth pendant dâ??intenses tirs dâ??artillerie, une mÃªre et un pÃªre cramponnÃ©s Å leurs enfants tout en courant vers leur voiture, se figeant sur place quand les balles sifflaient prÃ©s dâ??eux.

Lâ??air terrifiÃ© sur le visage de leur jeune garÃ§on est restÃ© avec moi alors que je faisais dÃ©filer les clips de scÃ¨nes se dÃ©roulant Å JÃ©nine. La collÃ¨gue dâ??Abu Akleh, Shatha Hanaysha, avait un air dâ??angoisse similaire lorsquâ??elle se tenait prÃ©s du corps affalÃ© de lâ??intrÃ©pide reporter, exactement la mÃªme image dâ??impuissance et de choc devant la violence.



Une bataille prÃ©visible sur qui Ã©tait Å blamer pour lâ??assassinat dâ??Abu Akleh a inondÃ© les rÃ©seaux sociaux. Le Premier ministre Naftali Bennett [a publiÃ©](#) des vidÃ©os sur son compte Twitter dans une tentative pour prouver que câ??Ã©tait un tireur palestinien, et non un tireur de prÃ©cision israÃ©lien, qui Ã©tait responsable de la mort dâ??Abu Akleh. Nachman Shai, ministre des Affaires de la diaspora dâ??IsraÃ©l, [a Ã©crit](#) que sa mort Ã©tait Å« trÃ©s triste & regrettable Å», ajoutant que Å« La responsabilitÃ© pour sa mort doit Ãªtre dÃ©terminÃ©e par une enquÃªte rapide, digne de confiance & transparente. Les Palestiniens doivent permettre une investigation conjointe, avec des reprÃ©sentants internationaux, pour que ce soit fait. Å»

Le schÃ©ma des accusations, des dÃ©nis et des appels Å investigation Ã©taient encore un tour de plus sur un manÃ¨ge dÃ©shumanisant. En tant quâ??historien faisant des recherches sur 1982, les dÃ©clarations publiques avaient le tintement familier de la propagande [*hasbara*] bien rÃ©vÃ©e, affinÃ©e pendant lâ??entrÃ©e dâ??IsraÃ©l dans Beyrouth, qui a aidÃ© Å combattre la couverture mÃ©diatique critique.

Ironiquement, câ??est Shai qui a Ã©tÃ© fustigÃ© le matin suivant pour avoir suggÃ©rÃ© Å la radio quâ??une enquÃªte israÃ©lienne sur la mort dâ??Abu Akleh pourrait ne pas sembler crÃ©dible,

Autant donner le bilan de telles enquêtes. « Avec tout le respect qui nous est dû », disons que la crédibilité d'Israël n'est pas triviale dans de tels cas », [a-t-il remarqué](#).

Des critiques de droite, bien sûr, [ont pilonné](#) la déclaration de Shai mais ce ministre peut difficilement être adulé comme héros sioniste progressiste. Dans l'article du *New York Times* sur le témoignage au Congrès de Chris Giannou il y a 40 ans, le porte-parole israélien à Washington qui a nié les passages à tabac de Saïda n'était autre que le jeune Nachman Shai lui-même, appelant les affirmations de Giannou « un mensonge total ». On se demande ce que le ministre ferait aujourd'hui des témoignages de « Schoolyard ».

Personne n'a dû rendre des comptes pour le tabassage à mort de sept hommes à Saïda et il est très douteux qu'il en sera autrement pour l'assassinat d'Abu Akleh. Des investigations par le *New York Times*, *CNN*, et *Associated Press* confirment qu'elle a été probablement ciblée par les forces israéliennes, tandis qu'un examen palestinien [a conclu](#) que c'était d'Israël. Les allégations israéliennes sur une investigation compléte ont été accueillies par des critiques et de l'incrédulité.

La possibilité de conséquences, cependant, a été toujours évitée par Israël et ses supporters extrémistes. L'armée [a décliné](#) qu'il n'y avait « aucun besoin » d'ouvrir une enquête criminelle sur la « nature de l'activité opérationnelle, qui a inclus des combats intenses et des échanges de feu étendus ». A la veille de la visite du président des Etats-Unis, Joe Biden, en Israël ce mois-ci, le Département d'Etat [a publié](#) une déclaration soigneusement élaborée concluant que « ce tir des positions des Forces de Défense israéliennes était probablement responsable de la mort de Shireen Abu Akleh », mais qu'il n'avait pas trouvé de raison de croire que cela était intentionnel ». En écartant la notion même d'intentionnalité, la structure générale qui produit et légitime une telle violence reste incontestée.

La mort d'Abu Akleh illustre ainsi une leçon fondamentale de 1982 : que sans réparation pour des crimes de guerre, historiques et actuels, la société israélienne restera en proie à la violence, dépourvue de tout recul, incapable de confronter les conséquences d'une action individuelle ou de l'Etat. Sans reddition de comptes, les coupables continueront à raconter leurs actions en privé et devant les caméras en se contorsionnant, en se vantant ou en s'excusant en prenant aux victimes tout en étant dépourvus de toute faculté morale et de l'accomplissement d'une résolution psychologique qu'ils recherchent si désespérément.

C'est une position de faiblesse, tant stratégique qu'éthique, pitoyable mais pas tragique, autant donner que ce sont les Palestiniens qui continueront à payer le prix de cette impunité. Aussi longtemps que les Israéliens n'arrivent pas à analyser les implications de la puissance de l'Etat et de la souveraineté dans ses masques tant nationaux que coloniaux, il y aura beaucoup d'autres crimes de ce genre à venir.

Seth Anziska est le professeur associé du maître de conférences Mohamed S. Farsi-Polonsky en relations judéo-musulmanes à l'University College London. Sa recherche et son enseignement sont focalisés sur les sociétés et les cultures israélienne et palestinienne, l'histoire du Moyen-Orient moderne, et la politique contemporaine arabe et juive. Il est l'auteur de l'ouvrage primé « *Preventing Palestine: A Political History from Camp David to Oslo* » (Princeton University Press, 2018), récemment publié en arabe par l'Institut des Etudes

palestiniennes à Beyrouth. Ses écrits ont paru dans *The New York Times* et *The New York Review of Books*, et il est chercheur invité dans le projet U.S./Moyen-Orient. Diplômé de Columbia University (BA, PhD) et du St. Antony's College, Oxford (M. Phil.) ; il a reçu des bourses de recherche à l'Institut Nobel norvégien, à New York University, et à l'American University of Beirut.

Source : [+972 Magazine](#)

Traduction J.Ch. et CG. pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. culture
2. film
3. invasion du Liban
4. Liban
5. OLP
6. Schoolyard
7. soldats

date création

2022/08/02